ECONSTOR
Make Your Publications Visible.

A Service of

ZBW Leibniz-Informationszentrum Wirtschaft
Leibniz Information Centre for Economics

Goujon, Michaël

Working Paper

Un guide critique des indicateurs de politique de développement

FERDI Document de travail, No. I01

Provided in Cooperation with:
Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI), Clermont-Ferrand

Suggested Citation: Goujon, Michaël (2006) : Un guide critique des indicateurs de politique de développement, FERDI Document de travail, No. I01, Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI), Clermont-Ferrand

This Version is available at:
https://hdl.handle.net/10419/269262

Standard-Nutzungsbedingungen:

Die Dokumente auf EconStor dürfen zu eigenen wissenschaftlichen Zwecken und zum Privatgebrauch gespeichert und kopiert werden.

Sie dürfen die Dokumente nicht für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, öffentlich zugänglich machen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Sofern die Verfasser die Dokumente unter Open-Content-Lizenzen (insbesondere CC-Lizenzen) zur Verfügung gestellt haben sollten, gelten abweichend von diesen Nutzungsbedingungen die in der dort genannten Lizenz gewährten Nutzungsrechte.

Terms of use:

Documents in EconStor may be saved and copied for your personal and scholarly purposes.

You are not to copy documents for public or commercial purposes, to exhibit the documents publicly, to make them publicly available on the internet, or to distribute or otherwise use the documents in public.

If the documents have been made available under an Open Content Licence (especially Creative Commons Licences), you may exercise further usage rights as specified in the indicated licence.

WWW.ECONSTOR.EU

Mitglied der Leibniz-Gemeinschaft

FONDATION POUR LES ÉTUDES ET RECHERCHES SUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Document de travail • Indicateurs de développement
1
juillet 2006

Un guide critique des indicateurs de politique de développement

Michaël Goujon

Mickaël Goujon est Maître de conférences à l'Université d'Auvergne et responsable du programme « Indicateurs de développement innovants » de la Ferdi. Il est spécialiste en macroéconomie du développement.

Résumé

Il existe de nombreux indicateurs de politique de développement et une présentation critique de ces indicateurs apparaît nécessaire. Ce document présente un premier guide critique des principaux indicateurs disponibles, l'utilisation opérationnelle de certains des indicateurs et les critiques qui leur sont généralement adressées. Des exemples de comparaisons d'indicateurs sont aussi proposés comme une première étape vers une comparaison systématique.

Ce document a bénéficié de commentaires des participants à des séminaires internes au CERDI. L'auteur tient ici à les remercier. Il demeure cependant seul responsable des imperfections qui pourraient subsister.

LA FERDI EST UNE FONDATION RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE.
ELLE MET EN ŒUVRE AVEC L'IDDRI L'INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA GOUVERNANCE MONDIALE (IDGM).
ELLE COORDONNE LE LABEX IDGM+ QUI L'ASSOCIE AU CERDI ET À L'IDDRI.

Un guide critique des indicateurs de politique de développement (avec une attention particulière portée aux indicateurs institutionnels)

par Michaël Goujon

Introduction

Il existe de nombreux indicateurs de politique de développement et leur nombre a fortement augmenté avec le développement de « nouveaux » thèmes comme le développement durable, les institutions ou la gouvernance, et les progrès constants dans l'accès à l'information statistique. Ce document tente une première présentation critique, pour l'instant non exhaustive, de ces indicateurs. Un document de travail compagnon de celui-ci, *FERDI Databases 1.0, Une base de données d'indicateurs de politiques de développement, Document de travail de la FERDI – n°2*, présente les aspects techniques de la base de données qui rassemble sous un format commun la plupart des indicateurs discutés ici. Ces deux documents de travail s'inscrivent dans le sous-projet 1 de la Fondation (voir *Indicateurs et Evaluation des Politiques de Développement (II) : Le Projet de la Fondation, 17 janvier 2006*).
La section 1 répertorie les principaux indicateurs disponibles et la section 2 détaille trois contributions françaises. Les sections 3 et 4 présentent respectivement l'utilisation opérationnelle de certains des indicateurs et les critiques qui sont généralement adressées à ces indicateurs. La section 5 propose des exemples de comparaisons d'indicateurs. La section 6 conclut sur les perspectives.

1 - Les principaux indicateurs disponibles

Les grands indicateurs synthétiques de développement ne sont pas à proprement parler des indicateurs de politiques de développement et sont seulement mentionnés dans un premier point pour mémoire. Les indicateurs d'institutions, de gouvernance, de risque-pays qui sont présentés par la suite sont les indicateurs qui sont rassemblés dans la base de données de la Fondation.

- *Les grands indicateurs synthétiques de développement, environnementaux et de développement durable*

Ces indicateurs ne se rapportent pas exclusivement aux politiques et institutions et ne sont donc pas directement pertinents pour notre propos. En effet, ils ne constituent pas des indicateurs de politiques car ce sont des indicateurs de « résultats » affectés par les politiques mais également par des facteurs structurels. Ils ne concernent donc le projet que pour certains des éléments qu'ils agrègent, se rapportant aux politiques et institutions. Une méthode, exposée rapidement dans la section 2 de ce document et qui fait l'objet du *Document de Travail de la Fondation n°3, Les indicateurs de politique économique révélée*, permettrait d'établir des indicateurs de politique à partir de ces indicateurs synthétiques.
Ces indicateurs sont ici rappelés pour mémoire. Pour les indicateurs de développement, on peut mentionner l'indice de développement humain *HDI* du PNUD couvrant quasiment l'ensemble des pays depuis 1990, et les autres indicateurs complémentaires développés par

cette institution (sa variante tenant compte de l'inégalité entre les sexes *GDI*, l'indice de pauvreté humaine *HPI*). On peut également citer dans la même veine l'indice de l'espérance de vie en bonne santé *HALE* de l'OMS (191 pays en 2000-2001), ou l'indice de bien être humain *HWI* de R. Prescott-Allen (pour 180 pays)[1]. Pour les indicateurs à composante environnementale, les Universités de Yale et Columbia ont développé l'indice de durabilité écologique *ESI*, qui intègre 21 indicateurs sur les ressources naturelles, les pollutions, les politiques environnementales (146 pays en 2005). L'indice de vulnérabilité écologique *EVI* développé par le Programme pour l'Environnement des Nations Unies (UNEP) et la SOPAC mesure les conditions qui prédisposent un pays à des chocs négatifs sur son environnement, son économie et sa population (pour 235 pays et territoires en 2004)[2].

- *Les grands indicateurs synthétiques d'institutions ou de gouvernance*

Ces indicateurs synthétiques rassemblent généralement une large gamme de mesures de la liberté et de la stabilité politique, de la qualité des institutions et des libertés économiques (respect des droits de propriété et politiques économiques non contraignantes pour l'activité économique). La gouvernance telle que définie par les concepteurs de ces indicateurs recouvre par conséquent le champ des institutions (politiques, y compris la démocratie, et économiques), mais également ceux de la stabilité et des politiques. Les différents indicateurs recouvrent cependant à des degrés divers le champ des institutions ou de la gouvernance[3].
Le *CPIA* (Country Policy and Institutional Assessment – Evaluation des Politiques Economiques et des Institutions) développé par la Banque Mondiale est composé de quatre catégories, la gestion macroéconomique, les politiques structurelles, les politiques sociales, les institutions, rassemblant 16 sous-catégories à partir de 2004 (Cf Annexe 1)[4]. Les experts de la Banque Mondiale notent les pays dans chaque sous-catégorie, et une moyenne est calculée pour aboutir au CPIA. Très utilisé pour des travaux et opérations internes à la Banque Mondiale, cet indicateur est cependant critiqué pour son universalité supposée, sa subjectivité et sa non-publication (Cf. par exemple Kanbur, 2005, Michaïlof, 2005). Seul un classement par quintiles des pays éligibles à l'IDA est disponible pour les années 2002 à 2004 (Voir Annexe 1).
Dans une succession d'articles qui font référence, Kaufmann et Kraay (1999-2005) de la Banque Mondiale ont développé des indicateurs synthétiques de gouvernance (agrégeant plusieurs centaines de variables provenant d'autres institutions). Ces indicateurs de gouvernance couvrent un champ très large relevant de six catégories : la désignation, le contrôle et le remplacement du gouvernement ; la stabilité politique ; la capacité de l'état à formuler et appliquer sa politique ; le poids de la réglementation ; le respect des institutions ; la corruption.

[1] Dans Prescott-Allen R. (2001). The Wellbeing of Nations: A Country-by-Country Index of Quality of Life and the Environment. Island Press : Washington D.C. Cet auteur présente également dans cet ouvrage un indice de bien-être de l'écosystème *EWI*.
[2] Le problème de l'agrégation d'éléments hétérogènes amène certains à se restreindre à la définition de tableaux de bord d'indicateurs, comme par exemple, les indicateurs de développement durable dans l'espace francophone (AIF-IEPF-UQAC, 2004).
[3] Parmi les travaux académiques qui font référence, Rodrik (1999) définit plusieurs indicateurs de la qualité des institutions mais se restreint à la sphère politique (institutions gouvernementales, judiciaires et bureaucratiques). Acemoglu et al (2003) définissent un indicateur restreint de la qualité des institutions (une mesure de la contrainte sur les dirigeants, présidents ou dictateurs).
[4] Chaque année, les experts de la Banque Mondiale évaluent la qualité de la performance des politiques de chque emprunteur IDA. Les critères et la méthodologie ont évolué chaque année et, à partir de 1998, l'évaluation concerne non seulement les politiques mais également les institutions.

Enfin, l'institut indépendant *Global Integrity* a publié pour 2004 un rapport sur l'Intégrité Mondiale proposant un indice d'intégrité publique *PCI* (pour Public Integrity Index), mesurant la gouvernance dans 25 pays, construit à partir de l'opinion d'experts. Cet indicateur évalue les institutions et les pratiques que les citoyens peuvent utiliser pour tenir leurs gouvernements responsables de l'intérêt public (mécanismes assurant la responsabilité publique et limitant la corruption, l'efficacité de ces mécanismes et l'accès des citoyens à l'information leur permettant de surveiller le gouvernement). L'indice repose sur six sous-indices (société civile, information publique et média ; processus politique et électoral ; corps exécutifs, législatifs et judiciaires ; services publiques et administration ; organes de surveillance et de régulation ; mécanisme anti-corruption et respect des institutions).

- *Les indicateurs du climat des affaires et de la compétitivité*

Dans une optique différente, l'indicateur de compétitivité (*GCI* pour Growth Competitiveness Index) du Forum Economique Mondial, construit à partir de données quantitatives et d'enquêtes d'opinion, est composé de trois sous-indices sur l'environnement macro-économique, les institutions publiques, et la technologie (création et adoption). Le sous-indice de qualité des institutions est principalement construit à partir d'enquêtes d'opinion de décideurs politiques ou économiques sur l'indépendance de la justice, l'organisation des appels d'offre publics, le crime organisé, la corruption.
Les indicateurs de risque-pays couvrent également un champ politique et économique relativement large. On peut mentionner les indicateurs de risques de l'International Country Risk Guide *ICRG* (construit à partir de 22 variables sur les risques politiques, financiers et économiques) et du Business Environment Risk Intelligence *BERI* (particulièrement sur les risques financiers), qui ne sont pas en accès libre, mais en accès commercial.
Enfin, la Banque Mondiale a développé ces dernières années des enquêtes sur le climat de l'investissement (Investment Climate Surveys ou *ICS*) et le projet *Doing Business*, dont des indicateurs sont tirés et reportés dans les Indicateurs de Développement dans le Monde. Les indicateurs issus des *ICS* donnent des informations quantitatives et qualitatives sur les conditions de l'investissement dans une cinquantaine de pays. Ces enquêtes conduites par la Banque Mondiale et ses partenaires en 2001-2003 portent sur le sentiment d'environ 30000 entrepreneurs sur les contraintes pesant sur leurs affaires. La base de données *Doing Business* rassemble des mesures objectives (nombre de jours, nombre d'actes judiciaires) du coût de la régulation des affaires et de son application et des indices plus synthétiques (rigidité du marché du travail…) pour 155 pays en 2004.

- *Les indicateurs couvrant un champ particulier des institutions / politiques*

D'autres indicateurs ont été développés pour mesurer une dimension particulière des institutions dans les pays et sont parfois utilisés dans la construction d'indicateurs plus larges. Les principaux sont :

- les indicateurs de liberté économique *Economic Freedom of the World* du Fraser Institute (construit à partir de 38 variables provenant de différentes sources sur la taille du secteur public, le respect des droits de propriété, l'accès à une monnaie stable et aux échanges internationaux, la réglementation) et *Index of Economic Freedom* de l'Heritage Foundation (construit à partir de 50 variables couvrant principalement les politiques économiques),

- l'indicateur de liberté politique de *Freedom House* (constitué des sous-indicateurs de droits politiques et de libertés civiles construits à partir de notations par des experts), et de démocratie du *Polity IV Project*,
- l'indicateur de perception de la corruption *CPI* de Transparency International (construit à partir d'enquêtes ou de notes attribuées par des experts),
- l'indicateur de la liberté de la presse de Reporters sans frontières (construit à partir d'enquêtes).

Les bases de données ou indicateurs d'instabilité politique constituent un champ particulier de la gouvernance. On les différencie généralement des institutions stricto sensu[5] :

- Le CERDI a entretenu jusqu'en 1999 une base de données d'instabilité politique pour plusieurs catégories d'évènements (élections, troubles, mesures répressives et autres) dans la période 1960-98 pour 160 pays. Une tâche connexe de ce projet (mais relativement importante) pourrait être de reprendre et réactualiser cette base[6].
- Le Heidelberg Institute on International Conflict Research comptabilise et décrit dans le *Conflict Barometer* les conflits dans le monde (les affrontements entre Etats, ou entre un groupe organisé et un Etat) depuis les années 1990. Cet institut classe les crises par degré de violence (de la valeur 1 pour les conflits latents à 4 pour les guerres) et reporte leurs caractéristiques principales (ancienneté, opposants, intérêts en jeu).

2 - Trois contributions françaises

- *La base Profils Institutionnels (MINEFI – DGTPE).*

Cette base de 115 indicateurs, construits à partir de l'opinion d'experts des Missions du Ministère de l'économie et des finances dans les pays, couvre un champ très large des institutions (institutions publiques, marchés des capitaux, marchés des biens et marché du travail). Si le champ couvert par cette base est plus large que les autres indicateurs disponibles, seulement une année a été couverte (2001) et pour seulement 52 pays. P. Berthelier, A. Desdoigts et J. Ould Aoudia qui sont à l'initiative de la construction de cette base présentent une comparaison entre les notations issues de certains de leurs indicateurs et celles issues de certaines composantes de l'indicateur de Kaufmann et Kraay (Berthelier et al., 2003). Dès la sortie de la base, une première exploration a été menée sur le lien entre les institutions et le développement (Berthelier et al, 2003). Cette base a servi à des travaux internes au ministère, publiés ou présentés dans des enceintes ouvertes (Banque Mondiale, Commission Européenne...) et à d'autres travaux (Bénassy-Quéré et al., 2005, Boulhol, 2004, Labaronne et Ben-Abdelkader, 2005). Actuellement, J. Ould Aoudia travaille à la relance d'un questionnaire au premier semestre 2006 dans les réseaux des Missions économiques du Ministère (notamment avec une augmentation du nombre de pays de 51 à 85).

[5] Certains auteurs avancent notamment que les institutions déterminent la stabilité politique (Rodrik, 1999, et Acemoglu et al., 2003).
[6] On estime le besoin à une personne pendant 2 mois.

- *Evaluation de la gestion des finances publiques (MAE – Budget)*

Le Ministère des affaires étrangères est associé au programme PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability), qui est piloté par la Banque mondiale. L'objectif de ce programme est de mettre en place un cadre de mesure de la performance de la gestion des finances publiques pour les pays en développement : crédibilité du budget, exhaustivité et transparence, budgétisation basée sur les politiques nationales, prévisibilité et contrôle de l'exécution du budget, comptabilité, enregistrement de l'information et rapports financiers, surveillance et vérifications externes. Pour chacun de ces points, une batterie d'indicateurs des circuits budgétaires est définie (de l'élaboration du budget au contrôle ex-post et en passant par l'exécution).

- *Les indicateurs de politique économique révélée (CERDI)*

Le CERDI a développé une expertise sur la méthode des politiques révélées où, pour une mesure traditionnelle du résultat d'une politique économique, on fait la part entre ce qui est dû à la « structure » des pays et à la « discrétion » des gouvernements. Les indicateurs se présentent comme les résidus de régressions économétriques des résultats sur des facteurs exogènes (cette méthode nécessite de disposer d'une liste complète des facteurs structurels exogènes). Ceci a été appliqué particulièrement à la politique commerciale (Guillaumont 1985, 1989, 1994, Guillaumont et Guillaumont Jeanneney, 1988, Combes et al, 2000), mais également à la politique d'ouverture financière (Combes et al. 2000) et à l'effort fiscal (Brun et al., 2005). Cette méthode pourrait être étendue aux grands indicateurs synthétiques de développement si l'on considère que ce sont des indicateurs de résultats. La méthode fait l'objet d'une présentation séparée et détaillée dans le *Document de Travail de la Fondation n°3, Les indicateurs de politique économique révélée*.

3 - L'utilisation opérationnelle de ces indicateurs

Certains de ces indicateurs sont utilisés par les entreprises internationales (particulièrement les indicateurs de risque) puisqu'ils mesurent, au moins en partie, l'environnement de l'investissement ou des affaires dans les pays. Ces indicateurs sont également de plus en plus utilisés par les pouvoirs publics et organismes internationaux. Ainsi, la proposition selon laquelle l'efficacité de l'aide à augmenter la croissance économique est fonction de la qualité des institutions et des politiques économiques des bénéficiaires (Burnside, Dollar et Collier, 1997-2004) a eu une influence considérable. La politique d'aide est alors évaluée selon son allocation vers les pays les plus pauvres adoptant de bonnes institutions / politiques (mesurées par des indicateurs comme le *CPIA* de la Banque Mondiale, ou l'indicateur de gouvernance de Kaufmann et Kraay). L'allocation de l'aide de la Banque Mondiale (IDA) mais également de certains donneurs bilatéraux (notamment le *Millenium Challenge Account* américain) est basée explicitement sur ces indicateurs [7, 8].

[7] A ce sujet, les autorités françaises ont annoncé entre autres mesures pour la modernisation du dispositif d'aide que « l'allocation des flux d'aide au développement pour chaque pays de la Zone de Solidarité Prioritaire tiendra compte du niveau de revenu, de la qualité de la gouvernance, des priorités politiques de la France et de la vulnérabilité du pays considéré » (CICID, 2005).

[8] L'évaluation des politiques d'aide par le *Global Monitoring Report* (GMR) repose sur ce paradigme. Les GMR 2004 et 2005 présentent un indicateur de la sensibilité (élasticité) de l'allocation des donneurs au CPIA et au

4 - Les critiques qui sont généralement adressées à ces indicateurs

Ces indicateurs soulèvent des critiques générales au niveau des définitions sur lesquelles repose leur conception, au niveau de leur construction et de leur présentation. Les institutions qui les produisent tentent cependant à des degrés divers de répondre à ces critiques.

- *La critique portant sur les définitions*

Premièrement, le champ censé être mesuré est généralement complexe et peut être mal défini. Par exemple, le simple champ de la corruption peut poser problème, puisqu'il recouvre en fait de multiples types d'agissements qui n'entrent pas toujours dans la définition de la corruption dans certains pays[9]. Pour les indicateurs qualitatifs reposant sur des enquêtes, les questions peuvent être simplement mal posées ou ne porter que sur certains aspects de l'objet institutionnel censé être mesuré (l'indicateur ne doit alors se présenter que comme une approximation de l'objet institutionnel). Ceci est particulièrement important quand on prend en compte la différence qu'il peut exister entre une réglementation et les pratiques (par exemple, quelle est l'importance de la seule constitution d'une commission anti-corruption si celle-ci n'a aucun pouvoir réel ?). Ce problème devient flagrant quand le champ qui fait l'objet de la mesure s'élargit (indicateurs « institutions » ou « gouvernance »). La conception même de l'indicateur (ou des questions des enquêtes sur lesquelles elle repose) devient subjective et n'est pas à l'abri d'*a priori* dogmatiques (notamment quand il est décidé ce qu'est une bonne ou une mauvaise politique).

- *Les critiques portant sur la conception*

Différentes critiques sont adressées au niveau de la conception des indicateurs institutionnels ou de politique économique. Premièrement, les réponses d'individus ou d'entrepreneurs aux questions d'une enquête, la notation par des experts, dépendent de la perception d'individus : la variable qui est mesurée n'est pas l'état réel de l'objet institutionnel mais la perception qu'en ont les enquêtés, perception qui ne peut être parfaite. En effet, l'objet institutionnel peut ne pas être parfaitement perçu s'il incorpore des comportements illégaux (corruption, liberté de la presse…). Les effets d'image peuvent également venir biaiser le jugement (d'experts, d'entrepreneurs…) sur l'objet institutionnel dans certains pays. Par exemple, pour un même niveau réel des institutions, un pays à revenu plus élevé pourrait être mieux noté qu'un pays à faible revenu. Dans ce cas, on devrait considérer que ces indicateurs peuvent être partiellement endogènes, aux performances économiques particulièrement. Le Département d'évaluation des opérations de la Banque Mondiale indiquait par exemple que la notation du *CPIA* par les experts de la Banque dépendait fortement des performances économiques, des notations antérieures (inertie), et pouvait souffrir de biais régionaux[10]. Kaufmann et al (2005)

---

revenu par tête des bénéficiaires. Les travaux mettant en avant le rôle central des politiques et des institutions pour l'efficacité de l'aide ont fait l'objet de nombreuses critiques (Amprou et Chauvet, 2004, Roodman, 2004). D'autres facteurs de l'efficacité de l'aide apparaissent en effet plus significatifs et sont donc susceptibles d'être pris en compte pour juger de la sélectivité (Guillaumont et Chauvet, 2001, Chauvet et Guillaumont, 2004, Collier et Hoeffler, 2002, Kosack, 2003, McGillivray, 2003, Gomanee et al., 2004, Dalgaard et al., 2004, Roodman, 2005, Amprou et al., 2005).

[9] P.-C. Soccoja dans une critique de l'indicateur de perception de la corruption de Transparency International dans Le Monde du 6 novembre 2005 cite à cet égard le lobbying qui est légal dans certains pays et considéré comme du trafic d'influence dans d'autres.

[10] Banque Mondiale (2001).

montrent en revanche que l'effet d'image n'aurait qu'un impact modéré sur la fiabilité de leurs indicateurs de gouvernance. D'autres institutions (Freedom House par exemple) indiquent également qu'une attention particulière est portée à toute variation temporelle d'un indicateur pour un pays lors de la notation.

Les grands indicateurs synthétiques, en plus des problèmes mentionnés ci-dessus, reposent sur une agrégation discutable d'éléments hétérogènes et une pondération qui les rendent peu transparents. Egalement, quand ces indicateurs rassemblent une large gamme de concepts, et agrègent un nombre important de variables, il y a de fortes chances pour que certaines de ces variables entretiennent des liens, de causalité ou non, qui ne sont pas discutés généralement. Ceci est flagrant pour les indicateurs de gouvernance qui rassemblent une large gamme de mesures de la liberté et de la stabilité politique, de la qualité des institutions, des libertés économiques et des politiques économiques. Un problème se pose alors quant à leur utilisation. Par exemple, compte tenu du nombre de variables qu'ils agrègent, il n'est finalement pas étonnant de trouver leur influence sur les performances économiques. Mais les liens qu'entretiennent certains des composants de ces indicateurs ne permettent pas de répondre à la question des causalités, notamment entre les composants institutions, politiques économiques et instabilité politique. Il apparait par conséquent difficile d'établir ensuite des recommandations en termes de réformes (doit-on chercher à améliorer l'ensemble des champs de la gouvernance, est-ce d'ailleurs possible, ou y-a-t-il un élément à privilégier ?), ce qui devrait limiter l'utilité opérationnelle de ces indicateurs[11].

Prenons l'exemple de l'indicateur CPIA de la Banque Mondiale composé de quatre sous-indicateurs ayant un poids identique dans l'indicateur synthétique (Cf Annexe 1) : la gestion macroéconomique (A), les politiques structurelles (B), les politiques sociales (C), et les institutions et la gestion du secteur public (D).
Rodrik (1999) par exemple a avancé que de mauvaises institutions (gouvernementales, judiciaires et bureaucratiques, y compris le manque de démocratie) expliquaient l'application de mauvaises politiques économiques (signalées par l'inflation et la surévaluation du taux de change)[12]. Si l'on suit cette théorie, il y aurait peu de chance que des pays mal notés dans la catégorie institutions (D) puissent être bien notés dans les trois autres et *a fortiori* dans l'indicateur synthétique. Nous avons rassemblé dans le tableau suivant les 16 pays appartenant au dernier quintile de la notation sur les institutions. Or, il y a en effet 75%, 62% et 56% de chance que ces pays appartiennent au dernier quintile pour la notation sur les politiques sociales, les politiques structurelles et la gestion macroéconomique respectivement. Aucun n'appartient aux deux premiers quintiles dans une autre sous-catégorie (à part l'Ouzbékistan dans les politiques sociales). Par conséquent, les trois-quarts de ces pays se situent dans le dernier quintile du CPIA (les autres se situant dans le quatrième quintile). A l'autre bout du spectre, 78% des pays classés dans le premier quintile dans la sous-catégorie institutions se situent dans le premier quintile du CPIA (les autres appartenant au deuxième quintile).
Cette observation mériterait une analyse plus précise, mais à première vue, on ne peut rejeter ici la thèse de Rodrik. Ceci pose donc la question de l'intérêt de construire un indicateur synthétique, complexe et discutable, si seule importe la notation sur les institutions. Au moins, la corrélation évidente entre les sous-catégories appelle une analyse de la causalité.

[11] Brindle (2004) discute du manque de réponses à l'heure actuelle à la question des priorités et de l'agenda des réformes pour améliorer la gouvernance des pays.
[12] Dans Acemoglu et al. (2001, 2003), une trop faible contrainte sur le chef de l'exécutif est à la source de chocs (« faillites de l'Etat », coups d'Etat et révolutions) mais pas clairement à la source de mauvaises politiques économiques (à l'exception de la surévaluation du taux de change).

Tableau 1. *Quintiles de notations, CPIA 2004, par sous-indicateurs, pays appartenant au dernier quintile du sous-indicateur « institutions et gestion du secteur public »*

	CPIA 2004	A-gestion macroéco	B-politiques structurelles	C-politiques sociales	D-institutions
Angola	1	1	1	1	1
Burundi	1	2	1	1	1
Cambodia	2	3	1	2	1
Central African Rep	1	1	2	1	1
Chad	2	3	2	2	1
Comoros	1	1	1	1	1
Congo, Dem. Rep.	1	2	1	1	1
Guinea-Bissau	1	1	2	1	1
Haiti	1	1	2	1	1
Lao PDR	1	3	1	1	1
Solomon Islands	1	1	1	1	1
Sudan	1	1	1	1	1
Tajikistan	2	3	2	2	1
Togo	1	1	2	1	1
Uzbekistan	2	3	1	4	1
Zimbabwe	1	1	1	1	1

Notes : La valeur 5 (1) se réfère au meilleur (dernier) quintile/CPIA. Source : Banque Mondiale/IDA.

Enfin, dans la construction des indicateurs, les changements de méthodes qui ont pu être effectués au cours des années ne sont pas toujours rappelés. L'impact de ces changements n'est pas précisé alors que la reconstruction rétrospective des séries n'est pas toujours assurée. La comparabilité des données dans le temps est donc incertaine et doit être vérifiée.

- *Les critiques portant sur la présentation*

Les marges d'erreur sont soient inconnues ou très peu discutées (les écart-types ou les intervalles de confiance qui devraient accompagner les valeurs d'indicateurs ne sont généralement pas reportés). On pourrait considérer *a priori* que les marges d'erreurs sont probablement plus importantes quand la construction des indicateurs repose sur des enquêtes ou avis d'experts, et moins quand sont utilisées des variables quantitatives. En revanche, les marges d'erreurs diminuent quand le nombre d'enquêtés, d'experts ou de sources augmente, à moins que les réponses de ceux-ci soient frappées par le même type d'erreurs.

5 - Des comparaisons des indicateurs

Même si on peut considérer que ces indicateurs ne mesureront toujours qu'imparfaitement un objet institutionnel ou une politique par nature inobservables, leurs concepteurs tentent à des degrés divers de répondre aux critiques précédentes. Pour les indicateurs de différentes sources tentant de mesurer les mêmes dimensions institutionnelles particulières (corruption, instabilité politique…), il serait possible d'établir des comparaisons systématiques, afin d'établir quel est le meilleur indicateur utilisable pour répondre à une question précise. Ces comparaisons pourront couvrir les champs des définitions, de la construction, de la présentation. La comparaison des indicateurs peut également porter sur les résultats en termes de notes ou de classement des pays (par le calcul de corrélations ou plus simplement sur la

comparaison des 10 premiers et 10 derniers pays,…). Berthelier et al. (2003) donnent par exemple quelques éléments de comparaison entre certains des indicateurs de la base Profils Institutionnels et ceux de Kaufmann et Kraay. Nous donnons dans ce qui suit des exemples de comparaisons possibles entre les indicateurs.

- *La couverture géographique et historique*

Ces indicateurs ne couvrent pas les mêmes ensembles de pays et périodes, ce qui les rendent plus ou moins exploitables selon la question posée (bien entendu généralement, la couverture est plus faible pour les pays en développement). Par exemple, les indicateurs de gouvernance de Kaufmann et Kraay couvrent quasiment l'ensemble des pays mais seulement depuis 1996 et tous les deux ans. La base Profils Institutionnels du MINEFI est certainement celle qui couvre le champ des institutions le plus large mais ne présentent des données que pour 52 pays pour une seule année.

Tableau 2. Couverture historique et géographique des indicateurs

Groupes d'indicateurs	**Années - période**	**Nombre pays**
Governance Indicators (Kaufman et Kraay WBI)	1996, 98, 2000, 02, 04	Environ 200
CPIA (Banque Mondiale)	Annuel 2002-04	76
Profils institutionnels (MINEFI)	2001	52
International Country Risk Guide (PRS Group)	Annuel 1984-2002	97 → 139
Growth competitiveness index (World Economic Forum)	Annuel 2004-2005	104 → 117
Investment Climate Surveys (Banque Mondiale)	Une observation sur la période 2002-04	49
Doing Business Project (Banque Mondiale)	2004	155
Polity IV Project (Un. of Maryland's CIDCM)	Annuel 1960-2003	92 → 138
Freedom in the World (Freedom House)	Annuel 1972-2004	144 → 192
Instabilité politique (CERDI)	Annuel 1960-1998	160
Economic Freedom of the World index (The Fraser Institute)	1970, 1975…1995 Annuel 2000-2003	53 → 123
Index of Economic Freedom (The Heritage Foundation)	Annuel 1995-2006	102 → 157
Corruption perception index (Transparency International)	Annuel 1995-2005	42 → 159
Liberté de la presse (Reporters sans frontières)	Annuel 2002-2005	139 → 164

- *Une comparaison des méthodes : indicateurs objectifs (quantitatifs) et subjectifs (qualitatifs)*

Les indicateurs rassemblés prennent pour la plupart la forme d'une notation sur une échelle [min ; max]. Cependant, certains sont issus soit d'une notation à partir d'enquêtes ou d'avis d'experts (sources subjectives) soit de la transformation de variables quantitatives (sources objectives). Certains de ces indicateurs, comme les indicateurs de liberté économique et de gouvernance, ainsi que l'ICRG et l'indicateur de compétitivité GCI, agrègent les deux types d'informations (pouvant également provenir d'autres indicateurs). Seuls les *Governance Indicators* sont accompagnés explicitement et systématiquement par leurs marges d'erreur (écart-types).

Tableau 3. *Les indicateurs : sources subjectives / objectives*

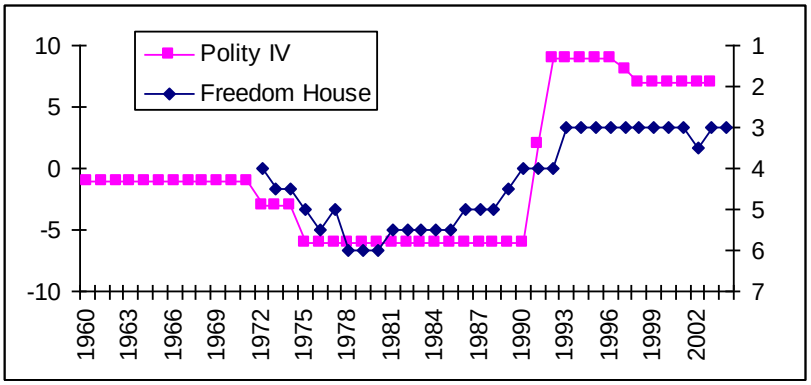
Indicateur et source	Détail
Governance Indicators (Kaufman et Kraay WBI)	6 sous indicateurs, Score [-2,5 ; +2,5] centré autour de 0. Plusieurs centaines de variables (provenant d'une trentaine de sources : enquêtes, institutions…).
CPIA (Banque Mondiale)	Notation par des experts (staff Banque Mondiale), quintiles du score. Un indicateur d'institutions et de politiques.
Profils institutionnels (MINEFI)	9 indicateurs institutionnels, Score [0;4]. Notation par des experts (staff du MINEFI dans les pays)
International Country Risk Guide (PRS Group)	Notation du risque politique (subjectif) et économico-financier (objectif/quantitatif), Score [0;100]. 22 variables.
Growth competitiveness index (World Economic Forum)	3 sous-indicateurs, Score [0;10]. Notation sur indicateurs quantitatifs et à partir d'une enquête d'opinion de dirigeants.
Investment Climate Surveys (Banque Mondiale), % d'un échantillon.	Enquêtes auprès des entreprises sur les contraintes pesant sur les affaires. Banque Mondiale et partenaires.
Doing Business Project (Banque Mondiale)	Mesures objectives (nombre de jours, de procédures) du coût de la régulation des affaires et son application et des indices plus synthétiques (rigidité du marché du travail…).
Polity IV Project (University of Maryland's CIDCM)	1 indicateur synthétique de démocratie (polity2) et plusieurs sous-indicateurs, Score [0;10]. Notation par des experts.
Freedom in the World (Freedom House)	Droits politiques et libertés civiles, Score [1;7]. Avis d'un panel d'experts.
Instabilité politique (CERDI)	Nombre d'évènements politiques, Score [0;5]. Informations de diverses sources extérieures.
Economic Freedom of the World index (The Fraser Institute)	1 indicateur synthétique et 5 sous-indicateurs, Score [0;10]. 38 variables quantitatives et autres (dont autres sources).
Index of Economic Freedom (The Heritage Foundation)	50 variables dans 10 sous-indicateurs, Score [1;5]. Notation sur indicateurs quantitatifs et autres indicateurs.
Corruption perception index (Transparency International)	Perception du degré de corruption dans le pays par les hommes d'affaires et les analystes-pays. Score [0;10]. A partir d'information de différentes sources.
Liberté de la presse dans le monde (Reporters sans frontières)	Degré de liberté de la presse et politiques des Etats (50 critères) , Score [0;100]. Enquête auprès d'organisations partenaires et correspondants.

- *Une comparaison des résultats : la mesure de la démocratie à Madagascar*

Les indicateurs de démocratie les plus connus sont ceux de la *Freedom House* et de *Polity IV* du fait de leur couverture historique et de leur large utilisation dans les travaux empiriques. La *Freedom House* publie depuis les années 1970 un indicateur de démocratie (à partir de l'opinion d'experts) rassemblant des mesures de droits politiques (droit de vote, compétition électorale, élection libre de représentants ayant un pouvoir sur les politiques publiques) et de libertés civiles (droit d'opinion, d'associations, autonomie individuelle sans intervention étatique). L'échelle est de 1 à 7, le score de 1 représentant le degré de démocratie le plus élevé et 7 le moins élevé (il s'agit de la moyenne simple des deux indicateurs « droits politiques » et « libertés civiles » calculée par la *Freedom House* pour ensuite classer les pays en statuts « libre », « partiellement libre » et « non-libre »). L'indicateur de démocratie de *Polity IV* (dénommé polity2) mesure la concurrence et l'ouverture dans le recrutement de l'exécutif, la contrainte sur l'exécutif, la régulation et la concurrence dans la participation à la vie politique. L'échelle est de -10 (fortement autocratique) à 10 (fortement démocratique). Cet indicateur, publié depuis 1974 et remis à jour régulièrement depuis, couvre une période très longue

(depuis 1800 ou plus récemment pour les pays ayant obtenu leur indépendance après 1800). La comparaison du contenu respectif des deux indicateurs s'avère complexe. Mais puisque tout deux tentent de mesurer le niveau de démocratie et reposent sur une notation subjective par un panel d'experts, il est intéressant de comparer les résultats des deux notations. Nous choisissons une comparaison fine pour un pays où la variation du niveau de démocratie a été significative.
Pour Madagascar, alors que la variable de *Polity IV* apparaît très « binaire », la variable de la *Freedom House* décrit un processus plus progressif.

Graphique 1. *Indices de démocratie, Madagascar 1960-2003*



Notes : Freedom House = Moyenne de l'indice des droits politiques et de l'indice de libertés civiles (1=plus libre à 7=moins libre) ; Polity IV = indice polity2 (-10 autocratie à +10 démocratie). *Sources* : *Freedom House et Polity IV*.

Polity IV scinde en effet très clairement la période d'indépendance en deux régimes, autocratique avant 1991 et démocratique après 1991 (année qui a vu la formation d'un gouvernement de transition dirigé par l'opposition). Initialement, 1991 est considéré comme une année de « transition » pour Polity IV, qui lui attribue ensuite la valeur intermédiaire de celles de 1990 et 1992. De plus la variable de *Polity IV* prend la valeur -6 pendant une quinzaine d'année (1975-1990). La variable de la *Freedom House* en revanche présente une évolution en U avec une autocratie forte à la fin des années 1970 mais une amélioration progressive entre 1980 et 1993. *Freedom House* indique par ailleurs que dans le processus de notation, tout changement de note fait l'objet d'une attention particulière et d'une discussion entre les experts.
Dans le cas de Madagascar, il semble en fait difficile de considérer qu'il y a eu un basculement brutal et en une étape de l'autocratie à la démocratie en 1991. En effet, la démocratisation a débuté à petits pas à la fin des années 1980 (sur les plans du multipartisme et de la liberté de la presse par exemple) et la première élection présidentielle véritablement « libre » à Madagascar ne se déroule effectivement qu'en 1993. La plus forte inertie que semble démontrer la variable de *Polity IV*, au moins pour un pays, peut être problématique, si elle se révèle plus générale, pour les travaux où l'analyse repose sur une dimension temporelle significative.

- *Une comparaison des contenus : la politique monétaire dans les indicateurs de Heritage Foundation et Fraser Institute*

Les deux indicateurs de liberté économique rassemblent de la même façon des sous-indicateurs sectoriels, où, dans chaque secteur, la politique du gouvernement ou son « interventionnisme » fait l'objet d'une notation.

Tableau 4. *Sous-indicateurs composant les indicateurs de liberté économique*

Economic Freedom of the World Index (The Fraser Institute)	Index of Economic Freedom (The Heritage Foundation)
1970-2003; 123 pays en 2003	1994-2005; 157 pays en 2005
1 - Size of Government : Expenditures, Taxes and Enterprises	1 - Trade Policy
2 - Legal Structure and Security of Property Rights	2 - Fiscal Burden of Government
3 - Access to Sound Money	3 - Government Intervention in the Economy
4 - Freedom to Trade Internationally	4 - Monetary Policy
5 - Regulation of Credit, Labor and Business	5 - Capital Flows and foreign Investment
	6 - Banking and Finance
	7 - Wages and Prices
	8 - Property Rights
	9 - Regulation
	10 - Informal Market Activity

Pour la politique monétaire, les deux indicateurs utilisent principalement les résultats en termes d'inflation (considérant qu'une forte inflation est le signe d'une mauvaise politique monétaire car elle signale le recours excessif du gouvernement à la taxe d'inflation et du fait de l'impact négatif de l'inflation sur la croissance).
Pour le sous-indicateur de « politique monétaire » de l'Index of Economic Freedom, les auteurs calculent simplement la moyenne pondérée du taux d'inflation annuel (de 1995 à 2004, les années plus anciennes ayant un poids plus faible).[13] Ils établissent ensuite une note selon le tableau suivant.

Tableau 5. *Variable composant le sous-indicateur politique monétaire de l'Index of Economic Freedom de The Heritage Foundation*

Inflation moyenne pondérée (1995-2004)		Note
$I \leq 3\%$	très basse	1
$3\% < I \leq 6\%$	basse	2
$6\% < I \leq 12\%$	modérée	3
$12\% < I \leq 20\%$	élevée	4
$20\% < I$	très élevée	5

Source: The Heritage Foundation

Le sous-indicateur « accès à une monnaie saine » de l'Economic Freedom of the World Index apparaît plus sophistiqué car il résume l'information tirée de trois variables quantitatives [14].

[13] 2006 Index of Economic Freedom Chapter 5 Explaining the Factors of the Index of Economic Freedom, William W. Beach and Marc A. Miles, Ph.D.
[14] Un quatrième élément qualitatif – la liberté de posséder un compte bancaire libellé en monnaie étrangère dans le pays ou à l'étranger – complète ce sous-indicateur. Voir Economic Freedom of the World: 2005 Annual Report, Appendix 1: Explanatory Notes and Data Sources.

Tableau 6. *Variables quantitative pour la notation de la politique monétaire - Economic Freedom of the World Index (The Fraser Institute)*

variable	détail	opération	note
Croissance monétaire excessive	X = Taux de croissance annuel moyen de M1 sur les 5 dernières années, moins le taux de croissance moyen du PIB réel sur les 10 dernières années	(50% - X)*10 / 50%	[0 ; 10]
Variabilité de l'inflation	X = Ecart-type de l'inflation annuelle sur les 5 dernières années	(25% - X)*10 / 25%	[0 ; 10]
Inflation récente	X = dernier taux d'inflation annuel	(50% - X)*10 / 50%	[0 ; 10]

Source : The Fraser Institute

Juger de la politique monétaire des pays ou de l'effort des gouvernements en matière de stabilité des prix sur le critère de l'inflation observée est relativement usuel. Par exemple, ce critère tient également une place dans la procédure de qualification des pays au Millenium Challenge Account américain, puisque pour être éligible, un pays ne devrait pas dépasser un taux annuel de 15%.
Or, se baser sur le seul taux d'inflation observé est problématique. Premièrement, comme cela est reconnu notamment par les auteurs de l'Index of Economic Freedom de l'Heritage Foundation, le taux observé peut être faussé par l'imposition de contrôles sur les prix et les salaires. Ceci est particulièrement problématique pour des indicateurs censés mesurer la liberté économique.
Au-delà des problèmes de mesures, on peut également observer que l'inflation mesurée est un résultat qui peut dépendre de la politique monétaire mais également de facteurs exogènes : les banques centrales ne contrôlent pas parfaitement l'inflation. La structure de l'économie, des chocs exogènes peuvent modifier les performances en matière d'inflation indépendamment de l'intention d'un gouvernement. On peut cependant remarquer que l'indicateur Economic Freedom of the World du Fraser Institute introduit également une mesure d'une variable monétaire intermédiaire plus proche des instruments et censée mesurer la « position de la politique » (*policy stance*).

- *Une comparaison des résultats : la perception de la corruption*

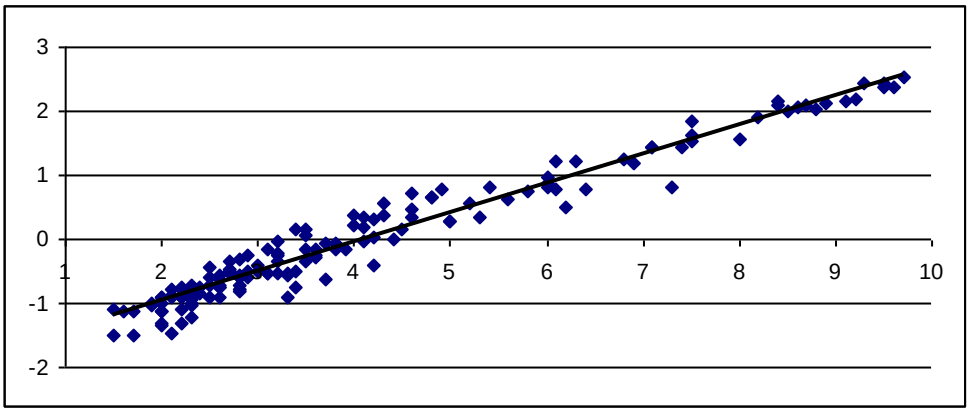
La corruption est peut être l'un des concepts les plus présents et sensibles dans le thème des institutions et de la gouvernance. Nous comparons trois indicateurs émanant de trois sources :
- L'indicateur « Perception of Corruption » de Transparency International, mesurant le degré de corruption dans le pays perçu par des hommes d'affaires et des analystes-pays.
- Le sous-indicateur « Control of Corruption » des indicateurs de gouvernance de Kaufmann et Kraay, mesurant l'exercice du pouvoir public pour des gains privés (petite et grande corruption, capture de l'Etat), construit à partir de différentes sources (mais n'employant pas l'indicateur de Transparency International).
- L'indicateur tiré de l'enquête « Investment Climate Survey » de la Banque Mondiale, mesurant le pourcentage des entrepreneurs enquêtés déclarant la corruption comme une contrainte majeure pour l'investissement dans le pays.

Tableau 7. *Indicateurs de corruption*

Indicateur	Notation	Disponibilité
Governance Indicators « Control of Corruption »	Scores centrés autour de 0 [-2,5 ; +2,5] ; Négatif : mauvais niveau ; Positif : bon niveau	Années : 1996, 98, 2000, 02, 04 204 pays en 2004.
Transparency International « Perception of Corruption »	Score [0 ; 10] 0 : très corrompu 10 : non corrompu	Annuel 1995-2005 159 pays en 2005
Banque Mondiale « Investment Climate Surveys »	Pourcentage des dirigeants d'entreprises enquêtés considérant la corruption comme une contrainte majeure.	Une observation par pays en 2002-2004. 49 pays en développement.

Dans le graphique suivant on confronte la notation 2004 de Transparency International (en abscisse) et de Kaufmann-Kraay (en ordonnée) pour les 146 pays notés par les deux indicateurs. A première vue, les deux indicateurs sont plutôt concordants. La droite de régression reportée sur le graphique admet un R^2=0,96 et les sept pays qui apparaissent les moins frappés par la corruption sont les mêmes pour les deux indicateurs avec un classement proche. Cependant, la corrélation entre les deux indicateurs semble diminuer quand on s'intéresse au sous-échantillon des pays les moins bien notés. Dans le deuxième graphique, nous avons reportés les 86 pays les moins bien classés selon Transparency International (Score < 4). Ce sont des pays qui sont également mal notés par Kaufman et Kraay mais la droite de régression présente un R^2=0,71 seulement. La Pologne ou l'Arabie Saoudite par exemple apparaissent relativement mieux notées par Kaufman-Kraay que par Transparency International.
Des points aberrants (comparés aux deux premiers indicateurs) apparaissent dans les données de la Banque Mondiale « Investment Climate Surveys » que nous sommes en train de vérifier.

Graphique 2. *Notation Transparency International versus Kaufmann-Kraay : 146 pays en 2004.*



Graphique 3. *Notation Transparency International versus Kaufmann-Kraay : 86 pays en 2004.*

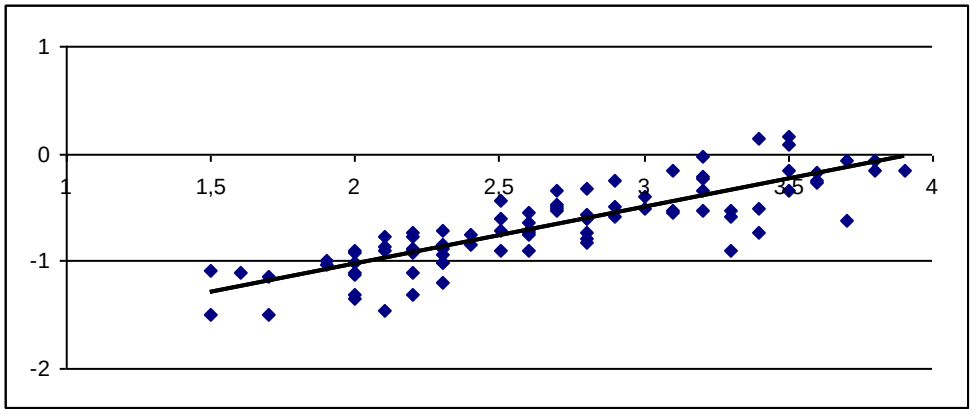


Tableau 8. *Notation Transparency International versus Kaufmann-Kraay : 146 pays*

	Transparency Int		Kaufmann-Kraay	
	valeur	Rang	valeur	rang
Finlande	9,7	1	2,53	1
Nelle Zélande	9,6	2	2,38	4
Danemark	9,5	3	2,38	5
Islande	9,5	3	2,43	3
Singapour	9,3	5	2,44	2
Suède	9,2	6	2,2	6
Suisse	9,1	7	2,17	7
…	…	...	...	…
Azerbaïdjan	1,9	140	-1	133
Paraguay	1,9	140	-1	129
Tchad	1,7	142	-1,1	139
Myanmar	1,7	142	-1,5	146
Nigeria	1,6	144	-1,1	137
Bangladesh	1,5	145	-1,1	134
Haïti	1,5	145	-1,5	145

Conclusion : Perspectives

Le premier objectif assigné dans le cadre du Sous-projet 1 de la Fondation est l'alimentation de la base de données d'indicateurs. Ce guide rendra compte du rassemblement progressif d'autres indicateurs existants sur les institutions et les politiques économiques. On présentera également par la suite des indicateurs qui auront été construits au sein de la Fondation dans le cadre des autres sous-projets (indicateurs de politique économique révélée, de vulnérabilité...) et qui auront été inclus dans la base.

Le guide critique doit également poursuivre les comparaisons systématiques des indicateurs, en termes de contenus et de résultats, comme cela a été présenté dans quelques exemples ici. La question des liens de causalité que pourraient entretenir certains des indicateurs (ou sous-indicateurs) devra également être traitée plus profondément. Une autre approche complémentaire pourrait être de construire une classification et une analyse des indicateurs issues de la théorie : Rodrik (2004) par exemple différencie les institutions créatrices de marché (liberté économiques, protection des droits de propriété…), les institutions régulatrices de marché (régulations des activités économiques…), et les institutions stabilisatrices de marché (libertés politiques, démocratie…).

Abréviations

AFD	Agence Française de Développement
AIF	Agence Intergouvernementale de la Francophonie
BERI	Business Environment Risk Intelligence
CAD	Comité d'Aide au Développement
CDI	Commitment to Development Index
CERDI	Centre d'Etudes et de Recherches sur le Développement International
CGDEV	Center for Global Development
CICID	Comité Interministériel de la Coopération Internationale et du Développement
CPI	Corruption Perception Index
CPIA	Country Policy and Institutional Assessment
DGTPE	Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique
EF	Ecological Footprint
EVI	Economic Vulnerability Index
FASID	Foundation for Advanced Studies on International Development
GCI	Global Competitiveness Index
GDI	Gender Development Index
GMR	Global Monitoring Report
HAI	Human Assets Index
HALE	Health-Adjusted Life Expectancy
HCR	Haut Commissariat aux Réfugiés (Nations Unies)
HDI	Human Development Index
HPI	Human Poverty Index
HWI	Human Well-being Index
ICRG	International Country Risk Guide
IEPF	Institut de l'Energie et de l'Environnement de la Francophonie
IHDP	International Human Dimensions Programme
IHI	Index of Human Insecurity
KKI	Indicateur de gouvernance de Kaufmann et Kraay
MAE	Ministère des Affaires Etrangères
MINEFI	Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale pour la Santé
PED	Pays en Développement
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability
PMA	Pays les Moins Avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SOPAC	South Pacific Applied Geoscience Commission
UNEP	United Nations Environment Programme
UQAC	Université du Québec à Chicoutimi

Références

Acemoglu D., Johnson S., Robinson J. et Thaicharoen Y., 2003, Institutional causes, macroeconomic symptoms: volatility, crises and growth, Journal of Monetary Economics, 50, p.49-123.

AIF-IEPF-UQAC (2004), Etablissement d'indicateurs pour suivre l'état du développement durable dans l'espace francophone, document de consultation Agence Intergouvernementale de la Francophonie – Institut de l'Energie et de l'Environnement de la Francophonie – Université de Québec à Chicoutimi.

Amprou J (2005), Une critique du Commitment to Development Index 2005, mimeo, AfD, Septembre.

Amprou J et Chauvet L (2004), Efficacité et allocation de l'aide : revue des débats, Série Notes et Documents, AfD, Paris.

Amprou J, Guillaumont P. et Guillaumont Jeanneney S (2005), Aid selectivity according to augmented criteria, Document de travail de l'AFD n°9, Novembre.

Banque mondiale (2001), Review of the Performance-Based Allocation System, IDA10-12, OED IDA Review, Operations Evaluation Department, The World Bank.

Bénassy-Quéré A, Coupet M et Mayer T (2005), Institutional Determinants of Foreign Direct Investment, CEPII Document de travail n°2005-05, Avril.

Berthelier P, Desdoigts A et Ould-Aoudia J (2004), Profils institutionnels, une base de données sur les caractéristiques institutionnelles de pays en développement, en transition et développés, Revue Française d'Economie, pp.121-196.

Boulhol H (2004), Technology differences, institutions and economic growth : a conditional convergence, CEPII Document de travail n°2004-04, Février.

Brindle M.S. (2004), Good enough governance: Poverty reduction and reform in developing countries, Governance: An International Journal of Policy, Administration and Institutions, 17, 4, p.525-548.

Burnside C et Dollar D (1997), Aid, policies and growth, World Bank Policy Research Working Paper 1777.

Burnside C et Dollar D (2000), Aid, policies and growth, American Economic Review, 90, 4, pp.847-68, Septembre.

Burnside C et Dollar D (2004), Aid, policies and growth: revisiting the evidence, World Bank Policy Research Working Paper 3251.

Chauvet L et Guillaumont P (2004), Aid and growth revisited : policy, economic vulnerability and political instability, in Tungodden B, Stern N, et Kolstad I (eds), Toward Pro-Poor Policies – Aid, Institutions and Globalization, Banque Mondiale/OUP.

CICID (2005), Compte rendu de la 6ème réunion du CICID – 18 mai 2005.

Collier P et Dollar D (2001), Can the World cut poverty by half? How policy reform and effective aid can meet international development goals, World Development, 29.

Collier P et Dollar D (2002), Aid allocation and poverty reduction, European Economic Review, 45, 1, pp.1-26, Septembre.

Collier P et Hoeffler (2002), Aid, policy and growth in post-conflict societies, World Bank Policy Research Working Paper 2902.

Combes J-L, Guillaumont P, Guillaumont Jeanneney S et Motel Combes P (2000), Ouverture sur l'extérieur et instabilité des taux de croissance, Revue Française d'Economie, 15, 1, Hiver.

Dalgaard C, Hansen H et Tarp F (2004), On the empirics of foreign aid and growth, Economic Journal, 114, 496, pp.191-216.

Global Monitoring Report 2004, Policies and actions for achieving the MDGs and related outomes, IBRD - The World Bank, Washington.

Global Monitoring Report 2005, Millenium Development Goals: From consensus to momentum, IBRD - The World Bank, Washington.

Gomanee K, Girma S et Morrissey O. (2004), Searching for aid threshold effects, Centre for Research in Economic Development and International trade, University of Nottingham, CREDIT Research Paper, 03/15.

Guillaumont P (1985), Protectionnisme, substitution à l'importation et développement tourné vers l'intérieur : quelques équivoques illustrées par le cas des pays africains de la zone franc, in Lassudrie-Duchêne M et Reiffers J-L, Le protectionnisme, Economica, pp. 203-229.

Guillaumont P (1989), Stratégie de développement et ouverture sur l'extérieur, Revue Africaine de Développement, BAD, 1, 1, juin, pp.40-57.

Guillaumont P (1994), Politique d'ouverture et croissance économique : les effets de la croissance et de l'instabilité des exportations, Revue d'Economie du Développement, 1, pp.91-114.

Guillaumont P (2001), Ouverture, vulnérabilité et développement, *in* Boudhiaf M et Siroën J-M, Dirs (2001), Ouverture et Développement Economique, Economica, pp.149-172.

Guillaumont P et Chauvet L (2001), Aid and performance : a reassessment, Journal of Development Studies, 37.

Guillaumont P et Guillaumont Jeanneney S (1988), (dir) Stratégies de développement comparées, zone franc et hors zone franc, Paris, Economica.

Kanbur R. (2005), Réformer la formule : une modeste proposition pour inclure des critères de résultats dans les procédures d'allocation de l'aide de l'IDA, Revue d'Economie du Développement, 2-3, Septembre.

Kaufmann D., Kraay A., et Zoido-Lobatón P. (1999) Governance matters, World Bank Policy Research Working Paper 2196, Washington DC.

Kaufmann D., Kraay A., et Zoido-Lobatón P. (2002) Governance matters II – updated indicators for 2000/01, World Bank Policy Research Working Paper 2772, Washington DC.

Kaufmann D., Kraay A. et Mastruzzi M. (2004) Governance Matters III – Governance indicators for 1996, 1998, 2000 and 2002, World Bank Economic Review, 18, p.253-287.

Kaufmann D, Kraay A et Mastruzzi M (2005), Governance Matters IV : Governance Indicators for 1996-2004, World Bank Policy Research Department Working Paper.

Kosack S (2003), Effective aid : how democracy allows development aid to improve the quality of life, World Development, 31, 1.

Labaronne D, Ben-Abdelkader F (2005), Gouvernance, liberté et spécificités institutionnelles des MENA : Analyse à partir d'une approche multidimensionnelle, présenté au Colloque International Egypte 2005 (IRD-Un. du Caire), février.

McGillivray M. (2003), Commitment to Development Index, a critical appraisal, Research Report for the AusAID, Novembre 2003.

Michaïlof S (2005), Réformer la formule : commentaires, une modeste vue des tranchées, Revue d'Economie du Développement, 2-3, Septembre.

Morse S (2003), Greening the United Nations' Human Development Index, Sustainable Development, 11, pp.183-198, July.

Rodrik D., 1999, Where did all the growth go? External shocks, social conflict and growth collapses, Journal of Economic Growth 4, 4, p.385-412.

Roodman D (2004), The anarchy of numbers: aid, development and cross-country empirics, CGDEV Working Paper, 32, Juillet.

Roodman D (2005), The Commitment to Development Index: 2005 edition, Center for Global Development, Août.

Annexe 1 : CPIA 2003-04 : Contenu et notations

Catégories du CPIA	
2003	**2004**
A.Gestion Economique 1. Gestion de l'Inflation et des Déséquilibres Macroéconomiques 2. Politique Fiscale 3. Gestion de la Dette Publique (Domestique et Externe) 4. Gestion et Soutenabilité du Programme de Développement	**A.Gestion Economique** 1. Gestion Macroéconomique 2. Politique Fiscale 3. Politique de la Dette
B. Politiques Structurelles 5. Politique Commerciale et Régime de Change 6. Stabilité Financière 7. Profondeur du Secteur Financier, Efficacité et Mobilisation des Ressources 8. Environnement Compétitif pour le Secteur Privé 9. Marchés des Biens et des Facteurs 10. Politiques et Institutions pour la Soutenabilité Environnementale	**B. Politiques Structurelles** 4. Commerce 5. Secteur Financier 6. Environnement Réglementaire des Affaires
C. Politiques d'Inclusion Sociale/Equité 11. Genre 12. Equité de l'Utilisation des Ressources Publiques 13. Construction des Ressources Humaines 14. Protection Sociale et Travail 15. Suivi et Analyse des Résultats et des Impacts sur la Pauvreté	**C. Politiques d'Inclusion Sociale/Equité** 7. Egalité des Genres 8. Equité de l'Utilisation des Ressources Publiques 9. Construction des Ressources Humaines 10. Protection Sociale et Travail 11. Politiques et Institutions pour la Soutenabilité Environnementale
D. Gestion du Secteur Public et Institutions 16. Droits de Propriétés et Gouvernance Basée sur le Droit 17. Qualité de la Gestion Budgétaire et Financière 18. Efficacité de la Mobilisation du Revenu 19. Qualité de l'Administration Publique 20. Transparence, Responsabilité et Corruption dans le Secteur Public	**D. Gestion du Secteur Public et Institutions** 12. Droits de Propriétés et Gouvernance Basée sur le Droit 13. Qualité de la Gestion Budgétaire et Financière 14. Efficacité de la Mobilisation du Revenu 15. Qualité de l'Administration Publique 16. Transparence, Responsabilité et Corruption dans le Secteur Public

Echelle de Notation

1 (faible) à **6** (élevé)
1 Insatisfaisant durant plusieurs périodes
2 Insatisfaisant
3 Modérément Insatisfaisant
4 Modérément Satisfaisant
5 Bon
6 Bon sur Plusieurs Périodes

Des notes intermédiaires de 2.5, 3.5 et 4.5 peuvent aussi être accordées.
Des notes de 1.5et 5.5 ne peuvent pas être accordées.

Source : Banque Mondiale, repris dans Kanbur (2005), tableau 1 et 2.

Quintiles de la notation CPIA des pays éligibles à l'IDA.

	2002	2003	2004		2002	2003	2004
Albania	4	3	4	Lao PDR	1	1	1
Angola	1	1	1	Lesotho	3	3	4
Armenia	4	5	5	Madagascar	3	4	4
Azerbaijan	3	4	4	Malawi	3	3	3
Bangladesh	4	4	3	Maldives	5	5	5
Benin	4	4	4	Mali	4	4	5
Bhutan	5	5	5	Mauritania	5	5	2
Bolivia	4	4	4	Moldova	3	3	3
Bosnia and Herzegov.	4	4	4	Mongolia	3	3	3
Burkina Faso	4	4	5	Mozambique	3	3	3
Burundi	1	1	1	Nepal	4	4	3
Cambodia	2	2	2	Nicaragua	4	5	5
Cameroon	2	3	3	Niger	2	2	3
Cape Verde	5	5	5	Nigeria	1	1	1
Central African Rep.	1	1	1	Pakistan	4	4	5
Chad	2	2	2	Papua New Guinea	2	1	2
Comoros	1	1	1	Rwanda	4	4	3
Congo, Dem. Rep.	1	2	1	Samoa	5	5	5
Congo, Rep.	2	2	2	São Tomé and Principe	1	1	2
Côte d'Ivoire	3	2	1	Senegal	5	5	5
Djibouti	2	2	2	Serbia and Montenegro	3	3	4
Dominica	3	3	4	Sierra Leone	2	2	2
Eritrea	3	2	1	Solomon Islands	1	1	1
Ethiopia	3	3	3	Sri Lanka	5	5	4
Gambia, The	2	2	2	St. Lucia	5	5	5
Georgia	2	3	4	St. Vinc and the Grenadines	5	5	5
Ghana	4	4	4	Sudan	1	1	1
Grenada	5	5	5	Tajikistan	1	2	2
Guinea	2	2	2	Tanzania	5	5	5
Guinea-Bissau	1	1	1	Togo	1	1	1
Guyana	2	3	3	Tonga	2	2	2
Haiti	1	1	1	Uganda	5	5	5
Honduras	5	5	5	Uzbekistan	1	1	2
India	5	5	4	Vanuatu	2	2	2
Indonesia	4	4	4	Vietnam	5	5	4
Kenya	3	3	4	Yemen, Rep.	3	4	3
Kiribati	2	2	2	Zambia	4	3	3
Kyrgyz Republic	3	3	3	Zimbabwe	1	1	1

Notes : La valeur 5 (1) se réfère au meilleur (dernier) quintile/CPIA. Source : Banque Mondiale/IDA.

Annexe 2 : Indicateurs traités et inclus dans FERDI Databases 1.0

Nom FERDI DataBases 1.0 et source	Intitulé original et unité	Disponibilité et détails.
Transparency International (site internet)	Indicateur construit à partir d'information de différentes sources	Annuel 1995-2005 42 pays en 1995, 159 pays en 2005
TIperceptioncorruption	Corruption perception index Score [0 ; 10] ; 0 : très corrompu ; 10 : non corrompu	Perception du degré de corruption dans le pays par les hommes d'affaires et les analystes-pays
Freedom House, Freedom in the World survey (site internet)	Avis d'un panel d'experts	Annuel 1972-2004 (1982 manquante) 144 pays en 1972 ; 192 pays en 2004
FHdroitspolitiques	Political rights ; Score [1 ; 7], 1 : liberté, 7 : répression	Liberté des élections, pouvoir effectif des élus, partis politiques, statut de l'opposition et des minorités
FHlibertésciviles	Civil liberties ; Score [1 ; 7], 1 : liberté, 7 : répression	Droits de l'homme : liberté (expression, assemblée, association, éducation, religion), institutions équitables, liberté économique et égalité des chances.
FHstatuts	Freedom status : moyenne simple des deux premiers puis classé en NF, PF, F	0=NF(non libre) ; 1=PF(partiellement libre) ; 2=F(libre)
The Fraser Institute / Economic Freedom Network; Economic Freedom of the World index (site internet)	Notation sur indicateurs quantitatifs et autres indicateurs ; Scores [0; 10], 0: repression, 10: liberté	Tous les cinq ans de 1970 à 2000, puis Annuel 2000-2003 53 pays en 1970, à 123 pays en 2003
FWlibertéeconomique	Economic Freedom of the World Index	Indicateur résumé des cinq indices de zones ci-dessous (moyenne simple) ; 38 variables au total.
FWtaillegouvernement	Area1 : Size of Government : expenditures, taxes and enterprises	Dépenses publiques et entreprises publiques (%PIB), impôts et taxes (taux marginaux maximum).
FWdroitspropriété	Area2 : Legal structure and security of property rights	Indépendance et impartialité judiciaire, propriété intellectuelle, interférence militaire, intégrité du système légal ; Sources : WEF, *Global Competitiveness Report* ; PRS Group, *ICRG*.
FWmonnaiesaine	Area3: Access to sound money	Croissance monétaire excessive, inflation, liberté d'ouvrir des comptes bancaire dans le pays et à l'étranger (IMF, *EAER*).

FWéchinternationaux	Area4: freedom to trade internationnaly	Revenus des taxes sur le commerce, droits de douanes (moyenne et variance), barrières règlementaires à l'importation (source : WEF, *Global Competitiveness Report*), commerce observé / commerce attendu, prime marché des changes parallèle, contrôles sur les capitaux (source : WEF, *Global Competitiveness Report* en IMF, *EAER*)
FWrégulation	Area5: Regulation of credit, labor and business	Part des banques privées, des banques étrangères (source : WEF, *Global Competitiveness Report*), part du crédit au secteur privé, contrôle et niveau des taux d'intérêt réels ; impact du salaire minimum et conventions collectives (source : WEF, *Global Competitiveness Report*), indemnité de chômage, conscription militaire ; contrôle des prix (source : IMD), environnement et création d'entreprises (source : WEF, *Global Competitiveness Report*).
WBI / Governance Indicators **Kaufman et Kraay** **Site internet**	Scores centrés autour de 0 [-2,5 ; +2,5] Négatif : mauvais niveau Positif : bon niveau	Années : 1996, 1998, 2000, 2002, 2004 ; environ 200 pays Rassemble plusieurs centaines de variables (provenant d'une trentaine de sources : enquêtes entreprises et individus, agences de rating, ONG, agences d'aide). Les marges d'erreurs sont également présentées.
KKcontrolegouvenement	Voice and accountability	Désignation, contrôle et remplacement du gouvernement : Droits politiques, civils et humains.
KKstabilitépolitique	Political instability and violence	Violence et instabilité gouvernementale, terrorisme
KKefficacitégouvernement	Government effectiveness	Capacité de l'Etat à formuler et appliquer sa politique (compétence de la bureaucratie et qualité du service public)
KKqualitéréglementation	Regulatory quality	Qualité et poids de la réglementation : impact des politiques anti-marché.
KKrespectsinstitutions	Rule of law	Qualité du respect des contrats, de la police, de la justice, incidence du crime et de la violence.
KKcontrolecorruption	Control of corruption	Exercice du pouvoir public pour un gain privé (petite et grande corruption, capture de l'Etat)

The Heritage Foundation **Index of Economic Freedom** **(site internet)**	Notation sur indicateurs quantitatifs et autres indicateurs. Score [1, 5], 1: bon niveau, liberté, 5: mauvais niveau, répression	Annuels : 1995-2006 (se référant à 1994-2005) 102 pays en 1995 à 157 pays en 2006. 50 variables dans 10 sous-indicateurs
HFpolcommerciale	Trade policy	3 variables: droit de douane moyen, barrières non-tarifaires, corruption dans les douanes.
HFpolfiscale	Fiscal burden of government	3 variables: taux d'imposition marginaux maximum sur enterprises et individus, variation des dépenses du gouvernement en % du PIB.
HFinterventiongouv	Government intervention in the economy	4 variables: consommation et production du gouvernement, propriétés industrielles du gouvernement.
HFpolmonétaire	Monetary Policy	1 variable: taux d'inflation
HFfluxcapitaux	Capital flows and foreign investment	9 variables: restrictions sur l'investissement direct étranger et les transactions sur capital.
HFbanquefinance	Banking and Finance	5 variables: banques publiques, restrictions sur les activités bancaires, sur l'entrée des banques étrangères.
HFsalaireetprix	Wages and prices	5 variables: liberté des salaries et des prix, subventions du gouvernement ayant un impact sur les prix.
HFdroitspropriété	Property rights	7 variables: indépendence et qualité de la justice, code sur les contrats, expropriations, corruption de la justice, protection de la propriété privée.
HFrégulation	Regulation	6 variables: création d'entreprise, corruption de la bureaucratie, réglementation sur le travail, l'environnement, santé, réglementation sur les entreprises.
HFmarchéinformel	Informal market activity	7 variables: non-protection de la propriété intellectuelle, part de l'informel dans le commerce, l'agriculture, l'industrie, les services, les transports, le travail.
PRS Group **International Country Risk Guide** **CDRom WDI 2004**	Cette base est payante. N'apparaît plus dans le CDRom WDI 2005	Annuels 1984-2002 97 pays en 1984 à 139 pays en 2002.
ICRG	ICRG composite risk rating [0 ; 100] ; 0= élevé à 100= faible	

World Economic Forum **Global Competitiveness Report** **Growth competitiveness index et Business Competitiveness index**	Notation sur indicateurs quantitatifs et à partir d'une enquête d'opinion de cadres dirigeants. [0 ; 10], 0 : mauvais niveau, 10 bon niveau (mais aucun des pays n'atteint ces bornes).	Annuels 2004-2005, 104 pays en 2004 et 117 pays en 2005.La construction (pondération) de l'indicateur composite diffère entre les pays innovateurs (créateur d'innovation technologique) et les non-innovateurs (adoptant les innovations de l'étranger).
WEFcompétitivité	Growth competitiveness index	Moyenne pondérée des trois sous-indicateurs technologie, institutions et environnement macroéconomique.
WEFtechnologie	Technology index	Innovation et TIC (données quantitatives sur brevets, mobiles, PC, internet + enquête sur programme et lois)
WEFinstitutions	Public Institutions index	Contrats et loi, corruption (enquête sur indépendance de la justice, protection de la propriété privée, appels d'offres publics, crime organisé, corruption)
WEFmacroéconomie	Macroeconomic environment index	Stabilité macroéconomique (données quantitatives sur les déficits, l'inflation, le taux de change réel, écart de taux d'intérêt, la dette, le credit rating du pays + enquête).
WEFaffaires	Business competitiveness index	Sophistication des opérations et stratégies des entreprises et qualité de l'environnement des affaires dans les pays (enquête)
Reporters sans frontières **Etat de la liberté de la presse dans le monde**	Enquête auprès d'organisations partenaires et correspondants	Annuels 2002-2005 : 139 pays en 2002 à 164 pays en 2005 Degré effectif actuel de la liberté et politiques des Etats (50 critères).
RSFlibertépresse	Indice de la liberté [0 ; 100] 0 : liberté à 100 : répression	Atteintes directes contre des journalistes (assassinats, emprisonnements, agressions, menaces, etc.) ou contre des médias (censures, saisies, perquisitions, pressions, etc.) ; degré d'impunité dont bénéficient les auteurs de ces violations ; cadre juridique régissant le secteur des médias (sanction des délits de presse, monopole de l'Etat dans certains domaines, présence d'un organe de régulation, etc.) ; comportement de l'Etat face aux médias publics et à la presse internationale ; Principales atteintes à la liberté de circulation de l'information sur Internet.

University of Maryland's CIDCM Center for International Development and conflict Management / Integrated Network for Societal Conflict Research Polity IV Project	Notation par des experts	Annuels 1800-2003 (Ici : 1960-2003) 92 pays en 1960 et 138 en 2003. Des codes spéciaux apparaissent dans les séries : -66=interruption ; -77=interrègne ; -88=transition.
P4démocratie	Institutionalized democracy Score [0 ;10] avec 0 niveau faible et 10 niveau élevé	Institutions et procédures garantissant le choix des politiques et de l'exécutif par les citoyens ; contraintes institutionnalisée sur l'exécutif ; libertés civiles.
P4autocratie	Institutionalized autocraty Score [0 ;10] avec 0 niveau faible et 10 niveau élevé	Absence de compétition électorale, désignation de l'exécutif par l'élite, pas de contraintes sur l'exécutif
P4politique2	Revised combined polity score Score [-10;10] ; -10 autocratie et 10 démocratie	P4démocratie moins P4autocratie avec normalisation des codes spéciaux (dans l'intervalle -10 ; +10).
P4régulrecrutexéc	Regulation of chief executive recruitment. Score [1;3] ; 1:non régulé à 3:régulé	Existence d'une procédure institutionnalisée dans le transfert du pouvoir politique.
P4compétrecrutexéc	Competitiveness of executive recruitment. Score [0;3] avec 0 non applicable, 1:sélection; 3:élection	Mode de recrutement permet l'égalité des chances entre différents partis ou candidats de devenir chef de l'exécutif.
P4ouvertrecrutexéc	Openess of executive recruitment. Score [0;4] avec 0 non applicable; 1:fermée; 4:ouverte	Mode de recrutement permet à tout membre de la population politiquement active d'avoir des chances, en principe, de devenir chef de l'exécutif.
P4contrainteexéc	Executive constraint (decision rules). Score [1;7] avec 1:aucune à 7:fortes	Existence de contraintes sur la prise de décision du chef de l'exécutif.
P4régulparticipation	Regulation of participation. Score [1 ;5] avec 1:non régulée à 5 :régulée.	Existence de règles contraignant la participation du fait d'organisations politiques durables ou d'un contrôle du régime en place sur l'activité politique.
P4compétparticipation	Competitiveness of participation. Score[0 ;5] avec 0:non applicable, 1:réprimée à 5 :compétitive	Possibilité pour que des préférences de politique ou de leadership alternatives soient poursuivies.

MINEFI **Profils institutionnnels** **(Site internet)**	Notation par des experts (staff du MINEFI dans les pays) Score [0 ;4] avec 0 phénomène ou dispositif inexistant, 1 niveau faible, 4 niveau élevé.	Annuel : 2001 pour 52 pays (en prévision pour 2006)
PIinstitutionspol	Institutions politiques et liberté civiles	
PIordrepublic	Ordre public, sécurité des personnes et des biens	
PIgouvernance	Gouvernance publique	
PIlibertémarchés	Liberté de fonctionnement des marchés	
PIbienspublics	Biens publics (santé, éducation), technologie, dispositions pour le futur	
PIsécuritécontrats	Sécurité des transactions et des contrats	
PIrégulation	Régulation, gouvernance d'entreprises et dialogue social	
PIouvinternationale	Ouverture internationale	
PIcohésionsociale	Cohésion sociale	
CERDI **Instabilité politique** **(intranet)**	Rassemblement d'informations de diverses sources extérieures Score [0 ; 5] dénombrant les évènements	Annuel : 1960-1998 pour 160 pays
CERDIlégaux	Nombre de changements politiques légaux	Evènements politiques entrant dans le cadre de la constitution du pays (élections du chef de l'exécutif, élections législatives, référendum, changement du chef de l'exécutif par élection ou destitution)
CERDItroubles	Troubles socio-politiques	Grèves, manifestations, émeutes, attentats, coup d'état
CERDIrépression	Mesures répressives	Couvre-feu, état d'urgence, état de siège, loi martiale
CERDIautres	Autres évènements	Guerre, guerre civile, guérilla, mutinerie, enlèvements,…

Banque Mondiale **« Investment Climate Surveys »** **Source WDI CDRom 2005**	Enquêtes auprès des entreprises conduites pas la banque mondiale et ses partenaires.	Annuel : une année par pays en 2002-2004 Quand une moyenne est reporté, il y a une des variations significatives entre entreprises
ICScontraintecorruption	Corruption (% of managers surveyed ranking this as a major constraint)	Corruption (% des entrepreneurs enquêtés déclarant que c'est une contrainte majeure)
ICScontraintecrime	Crime (% of managers surveyed ranking this as a major constraint)	Crime (% des entrepreneurs enquêtés déclarant que c'est une contrainte majeure)
ICScontrainteélectricité	Electricity (% of managers surveyed ranking this as a major constraint)	Electricité (% des entrepreneurs enquêtés déclarant que c'est une contrainte majeure)
ICScontraintefinance	Finance (% of managers surveyed ranking this as a major constraint)	Finance (% des entrepreneurs enquêtés déclarant que c'est une contrainte majeure)
ICScontrainterégulation	Labor regulations (% of managers surveyed ranking this as a major constraint)	Régulations du travail (% des entrepreneurs enquêtés déclarant que c'est une contrainte majeure)
ICScontraintequalification	Labor skills (% of managers surveyed ranking this as a major constraint)	Qualifications du travail (% des entrepreneurs enquêtés déclarant que c'est une contrainte majeure)
ICScontraintejustice	Courts (% of managers surveyed ranking this as a major constraint)	Justice (% des entrepreneurs enquêtés déclarant que c'est une contrainte majeure)
ICScontraintepolitiques	Policy uncertainty (% of managers surveyed ranking this as a major constraint)	Incertitude des politiques (% des entrepreneurs enquêtés déclarant que c'est une contrainte majeure)
ICScontraintetaxes	Tax rates (% of managers surveyed ranking this as a major constraint)	Taux d'imposition (% des entrepreneurs enquêtés déclarant que c'est une contrainte majeure)
ICSprotectionjudidroitpropr	Courts (% of managers surveyed lacking confidence in courts to uphold property rights)	Justice (% des entrepreneurs enquêtés manquant de confiance dans la justice pour protéger les droits de propriété)
ICStempsgestionbureau	Management time dealing with officials (% of management time)	Temps de gestion passé à traiter avec des fonctionnaires (% du temps de gestion)

Banque Mondiale **Doing Business Project** **Source WDI CDRom 2005**	Mesures objectives (nombre de jours, de procédures) du coût de la régulation des affaires et son application et des indices plus synthétiques (rigidité du marché du travail…).	Annuel : 2004 pour 155 pays
DBtempsresolinsolv	Time to resolve insolvency (years)	Temps pour résoudre une insolvabilité (années)
DBtempsdémaraffaire	Time to start a business (days)	Temps pour démarrer une affaire (jours)
DBtempsrespectcontrat	Time to enforce a contract (days)	Temps pour forcer l'application d'un contrat (jours)
DBtempsenregistpropr	Time to register property (days)	Temps pour enregistrer la propriété (jours)
DBtempsdouanes	Average time to clear customs (days)	Temps moyens pour passer un bien importé à la douane (jours)
DBprocédenregaffaire	Number of start-up procedures to register a business	Nombre de procédures pour enregistrer une nouvelle affaire
DBprocédrespectcontrat	Procedures to enforce a contract	Nombre de procédures pour forcer l'application d'un contrat
DBprocédenregistpropr	Procedures to register property	Nombre de procédures pour enregistrer la propriété
DBrigiditéemploi	Rigidity of employment index (0=less rigid to 100=more rigid)	indice de la rigidité du marché de l'emploi, embauche, licenciement et temps de travail (0=moions rigide to 100=plus rigide)
DBdroitspourprêts	Legal rights of borrowers and lenders index (0=less credit access to 10=more access)	Indice des droits légaux des prêteurs/emprunteurs mesure le degré auquel les lois sur la garantie et la banqueroute facilite les prêts (0-10 avec 10 degré élevé)
DBconfidencaffaires	Business disclosure index (0=less disclosure to 7=more disclosure)	Indice de confidentialité des affaires; degré de protection des investisseurs sur les informations financières et la propriété (0=moins à 7=plus de transparence)
Banque Mondiale / IDA **- CPIA** **Source site internet**	**Country Policy and Institutional Assessment** Notation par des experts (staff Banque Mondiale).	Annuel : 2002-2004 pour 76 pays éligibles à l'IDA
CPIApolinstitutions	Country Policy and Institutional Assessment – CPIA (par quintile)	1 dernier quintile (moins bon CPIA) à 5 premier quintile (meilleur CPIA). Notation dans 4 catégories (Gestion économique, politiques structurelles, politiques sociales et gestion du secteur public et institutions).

Insertion prévue dans la base :		
Freedom House, ANNUAL SURVEY OF PRESS FREEDOM	Liberté de la presse	
Banque Mondiale, The database of political institutions (Beck, Clarke, Groff, Keefer et Walsh)	Cycles politiques, fractionnalisation…	
Institute for democracy and Electoral Assistance www.idea.int/vt/index.cfm International Foundation for Electoral Systems www.ifes.org/eguide.htm www.electionworld.org	Date d'élections…	

FERDI

Créée en 2003, la **Fondation pour les études et recherches sur le développement international** vise à favoriser la compréhension du développement économique international et des politiques qui l'influencent.

Contact
www.ferdi.fr
contact@ferdi.fr
+33 (0)4 73 17 75 30